

notamment catholique, presbytérienne et baptiste, et celles entreprises par les mouvements de jeunes (ex. l'initiative #defyhatenow) et en spécial par les organisations de femmes. Déjà en 2018, des femmes leaders de la société civile ont créé la « *South-West and North-West Women's Task Force* » (SNWOT) qui aurait dû apporter la voix des femmes à la grande conférence anglophone qui ne s'est jamais tenue. En plus, la plateforme « *Les femmes camerounaises pour des élections pacifiques et l'éducation à la paix* », sous la direction de WILPF<sup>5</sup>, a mis en place un mécanisme "early warning" pour prévenir la violence. Au niveau national, les femmes bâtisseurs de paix ont créé le « *Cameroon Women's Peace Movement* » (CAWOPEM) en 2019. Cependant, ces initiatives sont souvent fragilisées par les difficultés du contexte, et par la concurrence interne et entre les réseaux.

Par ailleurs, bien que le Cameroun ait adopté en 2017 un Plan d'Action National de mise en œuvre de la résolution du CSNU 1325 pour la période 2018-2020 (en cours de révision), sa mise en œuvre est restée faible. Au fait, l'inclusion des femmes dans le *Grand Dialogue National* en 2019 était qualifiée de très faible<sup>6</sup>, et aucune de recommandations issues ne porte sur la situation des femmes ou leur implication dans les processus de paix. Pourtant, les initiatives de restauration de la paix par les femmes ont généralement été plus tolérées par les autorités que celles organisées par les hommes, montrant le potentiel de contribution à la paix de ces mouvements si bien canalisées (la réussite de la 1<sup>re</sup> Convention nationale des Femmes pour la Paix au Cameroun en juillet 2021 en est un exemple)<sup>7</sup>. La matérialisation de l'aspect « femme, paix et sécurité » issue de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies (RCSNU 1325) est essentiel à cet égard, et reste une priorité quant à la nécessité de prendre en compte le rôle des femmes dans les actions sur le terrain, ainsi que dans les négociations et les efforts de médiation et de consolidation de la paix. Dans ce sens, les initiatives des femmes, et son implication dans les prochaines actions pour le retour à la paix, devraient être stratégiquement soutenues.

#### Un appui insuffisant aux initiatives civiles et locales pour faire face aux crises qui menacent la cohésion sociale

Les crises sociopolitiques et sécuritaires ont eu un impact grave sur la population civile. Cette problématique a été soulevée avec insistance dans toutes les régions par les OSC consultées par l'UE entre 2021 et 2022. En effet, presque un million de personnes se sont déplacées à cause de la crise dans les régions du NSW/NOSO, la plupart d'entre elles vivant dans des communautés d'accueil dispersées dans d'autres régions du pays. Une étude menée par la Fondation Friedrich Ebert et financée par l'UE<sup>8</sup> sur la vulnérabilité dans les zones en crise a trouvé que les besoins d'urgence des personnes vulnérables sont les plus nombreux dans la région du Nord-Ouest, suivi par le Sud-Ouest. Les groupes les plus vulnérables sont les enfants et les femmes, tandis que les besoins les plus pressants concernent les besoins de base et la promotion de la paix et la cohésion sociale. Effectivement, les personnes déplacées de force ont des énormes difficultés d'accès tant aux besoins essentiels tels des logements adéquats, de la nourriture et de l'eau, qu'aux services sociaux de base, y compris la santé et l'éducation (sujet énormément sensible dans les régions du NSW/NOSO, et même aussi dans les communautés hôtes pour des raisons diverses, y compris d'intégration linguistique). Les faiblesses du système d'état civil exacerbent les problèmes auxquels elles sont confrontées, en contribuant à limiter leur accès aux droits y compris l'éducation et l'emploi: de nombreuses personnes déplacées n'ont pas leurs actes de naissance et leurs cartes d'identité et font face à des obstacles pour obtenir de nouveaux documents. L'absence de carte d'identité oblige ces populations à restreindre leurs mouvements inhibant ainsi leurs efforts de de résilience.

En même temps, les communautés d'accueil sont également touchées, car l'afflux de personnes déplacées a entraîné une concurrence accrue pour les ressources et moyens de subsistance, qui sont souvent déjà insuffisants à l'origine. Cette situation a augmenté les tensions entre les populations déplacées et les communautés hôtes, entraînant un risque accru de conflit. Par conséquent, une réponse holistique dans une optique de nexus humanitaire-développement-paix est nécessaire pour améliorer la protection, la résilience et les moyens de subsistance de ces populations cibles. Une telle réponse ne peut être efficace que si elle est planifiée dans le cadre d'une approche locale, associant les communautés et les organisations de base à la planification et à la mise en œuvre de la réponse. Étant donné que la situation de crise dans le NSW/NOSO risque de se maintenir ou même de se détériorer, il est important de soutenir les initiatives de reconstruction de la paix et les mécanismes existants de cohésion sociale et gestion de tensions au

5 Depuis sa création en 2014, Women's International League for Peace and Freedom (WILF) Cameroun a concentré ses actions sur la poursuite de la mise en œuvre au niveau national de la RCSNU 1325 et de ses résolutions connexes, ainsi que de lutte contre la prolifération et le commerce illégal des armes.

6 <http://www.wilpf-cameroon.org/wp-content/uploads/2018/01/English-Advocay-Paper-post-dialogue.pdf>

7 Avec l'appui de la Fondation Friedrich Ebert (et différents PTF), le rencontre a rassemblé plus de 1000 femmes leaders et représentantes de la société civile originaires des différentes régions notamment les régions en crise, et la Ministre de la promotion de la femme et de la famille a représenté le Gouvernement.

8 Projet « Security 4 All » (IcSP), conduit de manière participative avec des données fournies par 791 organisations de la société civile dans les régions en crise.